



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges,
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FABREGUE S.A.

Bois Joli
87500 Saint-Yrieix-La-Perche

Références : UiD872025-92
Code AIOT : 0006001793

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement FABREGUE S.A. implanté Bois Joli 87500 Saint-Yrieix-la-Perche. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de récolement de la précédente inspection, notamment concernant la problématique de bruit.

Outre le Code de l'Environnement, le présent rapport renvoie principalement au référentiel réglementaire suivant :

- Arrêté Préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2009 ;
- Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté du 02 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FABREGUE S.A.
- Bois Joli 87500 Saint-Yrieix-la-Perche
- Code AIOT : 0006001793
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FABREGUE située sur le territoire de la commune de Saint Yrieix la Perche a une activité d'imprimerie. Le site a été racheté en 2022 par le groupe SPRINT et compte 220 salariés.

Cet établissement est connu en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement depuis 1989. Un arrêté préfectoral d'autorisation a été pris en date du 10 juillet 2009 afin de réactualiser les prescriptions réglementaires applicables à l'installation. Cet arrêté abroge les dispositions de l'ancien arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 1989.

Contexte de l'inspection :

- Récolement précédente inspection

Thèmes de l'inspection :

- Mise à jour de la situation administrative
- Rejets aqueux et atmosphériques
- Plan de gestion des solvants
- Déchets
- Bruit
- Risque incendie
- Vérifications périodiques (incendie, électricité, foudre)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 1.4.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 3 | Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 4.3.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 4 | Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 3.2.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 6 | État des stocks et stockage des produits chimiques | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Bruit | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 6.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 8 mois |
| 9 | Formation collaborateurs | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.3.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 10 | Vérification périodique électricité | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 11 | Vérification périodique foudre | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.2.5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 12 | Vérification périodique incendie | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 13 | Moyen de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 14 | Obturbateur | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------|---|-------------------|
| 2 | Consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 4.1.1 | Sans objet |
| 5 | Plan de gestion des solvants | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 3.2.2 | Sans objet |
| 8 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 5.1.9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une façon générale, le site est correctement tenu et l'activité est conforme aux prescriptions qui lui sont applicables. L'activité du site a peu évolué depuis son arrêté préfectoral d'autorisation mais une mise à jour de la situation administrative suite aux évolutions de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement devra être réalisée.

Concernant la non-conformité bruit, l'exploitant est en cours de mise en œuvre de mesures de réduction de bruit. Une étude acoustique permettant de valider ces mesures devra être réalisée d'ici fin 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 1.4.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative |
| Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les |

éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant indique que l'activité n'a pas évolué depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les mises à jour de la situation administrative sont liées aux évolutions des rubriques de classement de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Notamment :

- Rubrique 2920, concernant les activités de compression, supprimée par Décret du 22/10/2018 ;
- Rubrique 1432, concernant les activités de stockage de liquides inflammables, supprimée par Décret du 03/03/2014 ;
- Rubrique 2445-1, concernant les activités de transformation papier carton, modifiée par Décret en 2021 et pour lequel le site relève désormais de l'enregistrement ;
- Rubrique 1978, concernant les solvants organiques, créée par Décret du 28/10/2019.

À ce titre, l'exploitant a procédé à la mise à jour de sa situation administrative et l'a communiquée à l'Inspection.

Il en ressort que le site est désormais classable au titre des rubriques suivantes :

| Rubrique | Libellé de la rubrique | Volume act. max | Régime |
|----------|---|-----------------------------|--------|
| 2450-A-a | Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique , [...] si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) Supérieure à 200 kg/j | 2 rotatives 752 kg/j | A |
| 2445-1 | Transformation du papier, carton. La capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 t/ | Coupe & pliage 25 t/jour | E |
| 2450-B-b | Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante B) Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en 1/ si la quantité d'encres consommée est : b) Supérieure à 100 kg/j mais inférieure ou égale à 400 kg/j | Encre consommée 125 kg/j | D |
| 1530-2 | Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues , y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ | 16 000 m ³ | D |
| 1978-2 | Solvants organiques [...] 1. Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/an | 60 t/an | D |

| | | | |
|--------|---|---------|----|
| 2925-2 | Ateliers de charge d'accumulateurs (ateliers de charge d') : 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW [...] | 67 kW | NC |
| 2910-A | Installations de combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est | 0,4 MW | NC |
| 4734-2 | Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : [...] La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés | 1 tonne | NC |

Concernant la rubrique 1978, dont le site relève depuis la parution du décret en 2019, **l'exploitant doit procéder à un récolement vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques)** (i.e : comparer l'exploitation actuelle au regard des attendus prescrits dans la réglementation, pour chaque prescription applicable). **Ce récolement doit être communiqué à l'Inspection.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à un récolement vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 13/12/2019 sus-cité concernant la rubrique 1978 et transmet le résultat de cette comparaison à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 4.1.1

Thème(s) : Autre, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

+ AMPG E 2445 - Article 5.3 Ouvrages de prélèvements.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

L'exploitant a mis en place depuis un an un suivi mensuel des consommations d'eau (compteurs et sous compteurs). Avant, le suivi était semestriel. Le fichier a été mis à disposition de l'Inspection et

présente bien des relevés mensuel par compteurs principaux et sous-compteurs process depuis mai 2024. En moyenne depuis janvier 2025 le site consomme 290 m³/ mois.

La saisie GERE de 17 614 m³ sur l'année 2024 relève d'une erreur de saisie. Le tableau de suivi des consommations annuelles depuis 2008 a été présenté l'exploitant et fait apparaître une consommation moyenne de 2 900 m³ depuis 2019. La valeur saisie dans GERE correspond à la somme des consommations depuis 2019, valeur également affichée dans le fichier. **La déclaration GERE doit être corrigée par l'exploitant suite à son invalidation par l'Inspection.**

Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

[...] Les eaux de process (*eaux de mouillage et eaux de rinçage et de développement des plaques*) sont collectées et transportées pour être éliminées comme un déchet dans une filière de traitement agréée.

[...] Les eaux de ruissellement sur les parking et aire de manœuvre de véhicules doivent respecter les limites autorisées par le présent arrêté avant d'être rejetées dans le réseau communal des eaux pluviales. Une analyse des eaux rejetées au réseau communal devra être réalisée dans les trois mois à compter de la signature du présent arrêté puis annuellement.

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ; MES : 100 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; DBO₅ : 100 mg/l ; DCO : 300 mg/l

[...] Les eaux vannes et sanitaires et les eaux de lavage des véhicules sont à rejeter dans le réseau communal d'assainissement des eaux usées aboutissant à la station d'épuration de Saint-Yrieix-la-Perche. Ces rejets font l'objet d'une convention avec le gestionnaire de l'installation.

Ces eaux doivent respecter les limites autorisées par le présent arrêté, à savoir :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ; MES : 600 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; DBO₅ : 800 mg/l ; DCO : 2000 mg/l [...]

Constats :

Concernant les eaux de process, elles sont évacuées en tant que déchets par le site. Les bordereaux de suivi de ces déchets sont disponibles sur Trackdéchets et ont été mis à disposition par l'exploitant pour l'année 2024.

Lors de la visite, la zone de stockage de la cuve d'effluent et des cubitainers a été observé, des rétentions étaient bien présentes. L'exploitant a indiqué réfléchir à supprimer la cuve de stockage des déchets et plutôt procéder à l'évacuation directement des cubitainers afin d'éviter les transvasements d'effluents.

Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Concernant les eaux de ruissellement (pluviales), les résultats du prélèvement en date du 14/11/2023 ont été communiqués à l'exploitant concernant les eaux pluviales et sont conformes aux prescriptions. L'exploitant indique que les analyses n'ont pas été réalisées en 2024 suite à des difficultés administratives (changement de nom du laboratoire d'analyse qui a entraîné des

problèmes de référencement).

Ces analyses doivent être faites annuellement, l'exploitant doit procéder à une campagne d'analyse des eaux pluviales dès que possible météorologiquement.

Concernant les eaux sanitaires, les analyses sont réalisées deux fois par an et relève de la Convention de rejet avec la ville. Les analyses n'ont pas encore été réalisées en 2025 et une seule analyse a été réalisée en décembre 2024 suite aux difficultés administratives mentionnées au point précédent. Les résultats de 2024 disponibles (prélèvement du 11/12/2024) ont été transmis à l'Inspection. Ces résultats font apparaître un dépassement du seuil pour le pH (8,6 pour 8,5) et pour l'indice hydrocarbure (221 mg/L pour 10 mg/L).

L'exploitant indique pour le pH que ce dépassement est présent depuis plusieurs années. Une mesure du pH de l'eau distribuée avait été faite et donnait un résultat de 8,2.

L'Inspection invite l'exploitant à se rapprocher des services de la ville pour confirmer que ce dépassement de seuil du paramètre pH est acceptable et n'est pas de nature à impacter le traitement de la station d'épuration urbaine et éventuellement le faire acter dans une mise à jour de la Convention de rejet.

Pour le dépassement de seuil concernant les hydrocarbures, l'exploitant procède à des investigations concernant ce résultat (est-ce un dépassement ponctuel ou récurrent ?) et prend des mesures le cas échéant afin de respecter le seuil de rejet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède aux analyses des eaux pluviales et sanitaires comme mentionné dans son arrêté préfectoral pour l'année 2025 et transmet les résultats à l'Inspection.

L'exploitant investigue sur le dépassement du seuil de rejet pour les hydrocarbures dans les rejets sanitaires. Dans cet objectif, il transmet à l'Inspection les rapports d'analyse des eaux domestiques des 3 dernières années. Le cas échéant l'exploitant prend des mesures pour respecter le seuil prescrit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant est tenu de faire procéder une fois par an à des mesures des émissions atmosphériques des oxydateurs portant sur les paramètres COVNM, CH₄, NO_x et CO par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées. Les résultats seront transmis, dès réception, au service de l'inspection. [...]

L'exploitant est tenu de faire procéder une fois par an à des mesures des émissions atmosphériques des rejets canalisés provenant des imprimantes à feuilles et de l'encolleuse portant sur le paramètre COVNM. L'organisme devra être agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées et les résultats seront transmis au service de l'inspection, dès réception. [...]

Constats :

| |
|---|
| <p>Au jour de la visite, la mesure des rejets atmosphériques pour l'année 2025 était en cours.</p> <p>A réception du rapport, l'exploitant transmet les résultats de la campagne de mesure de 2025.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de mesures concernant l'analyse réalisée du 14/05/2024 au 16/05/2024. Les résultats d'analyses sont conformes aux prescriptions. Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection les résultats de mesure des rejets atmosphériques pour l'année 2025 à réception du rapport.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 5 : Plan de gestion des solvants

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 3.2.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il met en place un plan de gestion des solvants prenant en compte les entrées et sorties de solvants des installations en particulier les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de nettoyage ou de dilution, les quantités de solvants récupérées et celles éventuellement vendues, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination. Il doit intégrer les actions visant à réduire la consommation de solvants sur le site. Il est transmis une fois par an à l'inspection des installations classées.</p> <p>NB : Si consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30% de la quantité de solvants utilisée.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a complété sa déclaration GERE pour l'année 2024. La consommation annuelle de solvant est de 92,2 tonnes et les émissions diffuses (O4) sont de 19,8 tonnes. Le flux annuel des émissions diffuses est de 21 % et est donc conforme à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sus-visé.</p> <p>À l'étude de l'historique des émissions, le rejet diffus calculé en 2023 est inférieur de 8,8 tonnes à celui de 2024. L'exploitant explique cette différence par les séquençages des évacuations qui ne sont pas nécessairement synchronisés avec les consommations et peuvent déborder sur l'année suivante en fonction des dates d'enlèvement des déchets, mais aussi sur des incertitudes de calculs sur les émissions.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il n'a pas de projet de substitution pour diminuer les consommations de solvant actuellement, ces derniers étant principalement contenus dans les encres utilisées pour l'activité.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : État des stocks et stockage des produits chimiques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1.1</p> |
|---|

Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des produits chimiques

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

7.2.3 structures des Bâtiments et locaux

[...] Le stockage des encres, vernis et solvants se fait dans un local suffisamment ventilé pour assurer en tout point une concentration en solvant inférieure à 10% Limite Inférieure d'Explosivité (LIE) du produit le plus sensible sur ce point. Toutes dispositions doivent être prises (ventilation, aération) de façon à empêcher les vapeurs provenant de l'impression ou du séchage de se répandre dans les ateliers.

7.4.1 Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. [...]

AM 4/10/2010 - article 49

État des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'état des stocks est disponible sur un logiciel de gestion de la production. L'état des stocks n'a pas été sorti au moment de la visite mais a été transmis en suivant à l'Inspection. L'exploitant indique que les stocks sont assez constants.

Les états des stocks transmis (fichier concernant les produits chimiques, les bobines de papier et les feuilles de papier) ne font pas apparaître clairement les volumes ou les quantités stockés sur site.

Le suivi des stocks doit permettre à l'exploitant de vérifier sa conformité vis-à-vis des seuils maximaux de stockage pour lesquels le site est autorisé, notamment au regard de la rubrique 1530.

L'état des stocks ne peut être édité que depuis le site et en cas d'impossibilité d'accès, celui-ci n'est plus éditable. L'exploitant indique que dans le cas du plan ETARE, le SDIS a bien connaissance du site et de ses risques, et que la localisation des stocks et leurs estimations quantitatives sont enregistrées. De plus, au vu du peu de produits inflammables, le stock des

| |
|--|
| produits chimiques n'apparaît pas comme une préoccupation pour le SDIS. |
| L'exploitant doit réfléchir à une méthode pour disposer de l'état des stocks disponible en permanence pour les services de secours tel que prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-cité. |
| Lors de la visite, les zones de stockages des produits chimiques ont été visitées. Des rétentions sont en place pour les produits liquides et les locaux sont ventilés. Les produits sont bien identifiés. L'exploitant indique que dans le cadre de la révision trentennale de son système de sprinklage (cf. constat N°12), un local spécifique sera mis en place pour le stockage des produits inflammables. Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant met en place une méthode pour disposer d'un état des stocks, indiquant clairement les volumes stockés, à jour en permanence et indique cette méthode à l'Inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 6.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Niveau sonore – Récolement inspection 2022 |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant devra s'assurer qu'il respecte en permanence les dispositions ci-dessus, au moyen notamment de mesures triennales réalisées par une personne ou un organisme qualifié(e) dans des conditions représentatives du fonctionnement normal de l'installation. La première campagne de contrôle de la situation acoustique (bruit et émergence) devra être réalisée avant le 31 décembre 2009.</p> |
| Constats : <p>La problématique du bruit sur le site est historique, aucune plainte n'a cependant été enregistrée. Le rapport d'Inspection de 2010 mentionnait déjà des dépassements d'émergence sur les deux points de mesure. L'inspection de 2022 relevait également ces dépassements d'émergence sur le rapport acoustique de mai 2018 et demandait une nouvelle étude de bruit.</p> <p>Par courrier du 05/10/2023, l'exploitant a transmis cette nouvelle étude en date du 03/05/2023 et un plan d'actions associé pour la réduction du bruit. Par courrier du 15/11/2024, l'exploitant a ensuite indiqué avoir installé un silencieux pour insonoriser le ventilateur de l'extraction du compresseur identifié comme source de bruit principale.</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant indique ne pas avoir encore refait d'étude de bruit et indique avoir signé une commande (bon de commande n°22506 du 03/04/2025 présenté à l'Inspection) pour l'insonorisation des ventilateurs de l'extraction du papier, source de bruit secondaire. La mise en œuvre de ces travaux se fera en juillet 2025 (délais d'approvisionnement des pièces). Une réduction de bruit de 6 à 8 db est attendue, sans engagement du fournisseur. L'exploitant fera une étude de bruit suite à la mise en place du système d'insonorisation d'ici la fin d'année 2025.</p> <p>Lors de la visite, le silencieux déjà mis en place sur le ventilateur de l'extraction du compresseur et les ventilateurs restant à équiper ont été vus par l'Inspection.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|--|
| L'exploitant met en œuvre, sous 4 mois, les travaux pour réduire le bruit sur son installation et confirme l'efficacité de ces travaux avec une étude de bruit dont il transmet le rapport, sous 8 mois à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 8 mois |

N° 8 : Déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 5.1.9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre et gestion des déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un registre de déchets dangereux éliminés comprenant a minima la nature, le tonnage et la filière d'élimination est tenu à jour et doit être conservé par l'exploitant. L'exploitant effectue la déclaration annuelle à l'administration conformément aux textes en vigueur avant le 1er avril pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Cette déclaration est réalisée par voie électronique suivant le format fixé par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>5.1.2 - Séparation des déchets</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>5.1.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets</p> <p>[...] En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a saisi sur GEREP pour l'année 2024, 29,207 tonnes de déchets dangereux et 32,58 tonnes de déchets non dangereux. Ces résultats sont relativement similaires aux années précédentes.</p> <p>Les bordereaux d'évacuation et le registre sont disponibles sur Trackdéchet.</p> <p>Lors de la visite, les bennes de stockage des déchets ont été observées par sondage, des consignes de tri sont présentes et des rétentions sont présentes lorsque nécessaires (déchets liquides).</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Formation collaborateurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Autre, Formation du personnel |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou accident. Le personnel sera formé au moins une fois par an à</p> |

| |
|--|
| la lutte contre l'incendie. Cette formation doit être renouvelée et entretenue en tant que de besoin. Dans chaque local, les consignes relatives aux risques inhérents aux substances stockées ou utilisées et à la conduite à tenir en cas d'accident doivent être affichées de manière très apparente et à proximité des moyens de protection et de lutte contre l'incendie. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir recours aux intérimaires de façon très ponctuelle, préférant les CDD.</p> <p>Le parcours de formation est identique pour les salariés, l'accueil d'un nouveau salarié se fait nécessairement en journée afin qu'il suive l'accueil sécurité (ie : formation à la sécurité générale de l'entreprise et aux risques liés à l'activité) et sa formation au poste. Un livret d'accueil est disponible.</p> <p>La formation relative au risque incendie, à la manipulation des extincteurs et la formation pour les équipiers de 1^{ère} intervention sont faites en interne. A noter que le site a signé une convention avec le SDIS pour réaliser annuellement des exercices sur le site.</p> <p>Des formations spécifiques au poste de travail ou plus générales sont également dispensées (habilitation électrique, SST, CACES,...) en fonction des besoins.</p> <p>L'exploitant suit les renouvellements de formation de ses salariés et un point annuel est fait avec FORMA2F, organisme de formation qui accompagne le site, pour les nouvelles formations et les recyclages.</p> <p>Une fiche formation du dernier salarié embauché a été présentée à l'Inspection (opérateur chaîne Numérique au service impression, entré le 24/02/2025). Cette fiche fait apparaître les dates de formation à la sécurité (25/02/2025) et à l'environnement/qualité (10/04/2025) ainsi que les signatures des formateurs et du salarié. Ces éléments n'appellent pas d'observation de l'Inspection.</p> <p>Lors de la visite, les consignes ne sont pas affichées sur le poste de travail ou dans les zones à risque, ce point a également été relevé lors de la certification ISO14001 et fait partie des points d'amélioration à mettre en œuvre.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant affiche dans les locaux et aux postes concernés, des consignes relatives aux risques inhérents aux substances stockées ou utilisées et à la conduite à tenir en cas d'accident.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 10 : Vérification périodique électricité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La dernière vérification périodique électrique a été réalisée du 21 octobre au 7 novembre 2024, les</p> |

rapports ci-après ont été présentés à l'Inspection :

- N°011498302401R002 concernant l'usine de Bois Joli 1 (Fabregue DUO), qui fait apparaître 9 observations, dont 7 récurrentes.
- N° 011498302401R001 concernant l'usine de Bois Joli 2 + Bâtiment informatique, qui fait apparaître 22 observations, dont 18 récurrentes.
- N° 011498302401R007 concernant l'usine de Bois Joli 3, qui fait apparaître 17 observations, dont 13 récurrentes.
- N° 011498302401R003 concernant l'usine de Bois Joli 4, qui fait apparaître 3 observations, dont 1 récurrente.
- N° 011498302401R004 concernant l'usine de Bois Joli 5, qui fait apparaître 2 observations, dont 1 récurrente.
- N° 011498302401R008 concernant l'usine de Bois Joli 6, qui fait apparaître 3 observations, dont 1 récurrente.
- N° 011498302401R005 concernant l'usine de Bois Joli 7 (IT), qui fait apparaître 3 observations, dont 2 récurrentes.
- N° 011498302401R006 concernant l'usine de Bois Joli 7 (ligne ROTOMAN) et usine de Bois Joli 8 (TN), qui fait apparaître 2 observations, dont 1 récurrente.

À noter également que pour l'ensemble de ces rapports, des limites de vérifications sont mentionnées par DEKRA et notamment l'absence de coupure, l'inaccessibilité d'équipements ou l'absence d'information technique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier sous 3 mois d'un plan d'action visant à résoudre les observations relevées dans l'ensemble de rapport avec une attention particulière sur les observations récurrentes relevées.

Il doit également veiller à lever les limites de vérification (et notamment la coupure électrique nécessaire) lors de la prochaine intervention de vérification. Le prochain rapport de vérification sera transmis à l'Inspection

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Vérification périodique foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

[...] En application de l'article 5 de l'arrêté sus-nommé, les protections contre la foudre font l'objet d'une vérification visuelle annuelle et l'état des dispositifs de protection font l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Constats :

Le rapport de vérification complète N°B48306841601R001 en date du 18/02/2016 a été communiqué au jour de l'Inspection. Ce rapport fait apparaître 12 observations et indique que

| |
|---|
| <p>« L'installation ne répond pas à toutes les dispositions de l'étude technique (choix parafoudre) et présente des non-conformités normatives ». L'exploitant indique qu'étant dans l'incapacité de résoudre les observations relatives à l'implantation des parafoudres mentionnés dans le rapport, il n'a pas fait de nouvelle vérification depuis.</p> <p>L'exploitant indique être en négociation de contrat d'entretien TGBT et que la modification des distances entre les parafoudres et les transformateurs TGBT est inclus dans la négociation. La maintenance doit être faite avant l'été 2025.</p> <p>L'Inspection rappelle que cette vérification périodique foudre annuelle (visuelle ou complète) est obligatoire, même si les actions correctives de l'année précédente n'ont pas été réalisées. Les anomalies seront alors marquées comme anomalies persistantes et suivies comme telles.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser un contrôle périodique foudre (vérification complète) de ses installations et transmettre le rapport de vérification à l'Inspection.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant réalisera la mise à jour de son analyse du risque foudre et, si besoin, de l'étude technique foudre associée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 12 : Vérification périodique incendie

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens de lutte contre l'incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>+ AM 30/09/2008 - Article 4.1. Structure du bâtiment</p> <p>Pour ces stockages, les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>[...] Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les différents rapports de vérifications relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie ont été communiqués par l'exploitant.</p> <p><u>Concernant les extincteurs</u>, le rapport de vérification des extincteurs en date du 27 janvier 2025 a été transmis. Les extincteurs défectueux ont été remplacés. Par sondage lors de la visite, la date mentionnée sur les étiquettes des extincteurs faisait apparaître une vérification à janvier 2025.</p> |

Concernant les RIA, le rapport de vérification n'a pas été transmis mais par sondage, les RIA ont bien été vérifiés en janvier 2025.

Par sondage lors de la visite du site, certains extincteurs n'étaient pas accessibles (présence de matériel, meuble ou bidons vides devant). **L'exploitant doit veiller à ce que les moyens de lutte contre l'incendie soient en permanence accessibles.**

Concernant les poteaux incendie (PI), le rapport de vérification de la SAUR en date de juillet 2024 pour les 4 poteaux incendie. Le rapport précise que le débit normalisé est respecté pour tous les PI, sans faire apparaître de valeur de mesure de débit. La pression au débit normalisé est inférieure à 2 bars pour les PI 2 (1,9 bars) et 3 (1,6 bars).

Concernant le sprinklage, l'exploitant indique être en pleine démarche de révision trentennale, la proposition technique pour la mise aux normes de l'installation est attendue fin juin. Les travaux devraient être finalisés en fin d'année 2025. Le rapport de vérification du 26/02/2025 a été transmis.

Concernant les systèmes de détection incendie, le rapport de vérification du 26 juin 2024 a été transmis, les opérations de maintenance nécessaire ont été réalisées et le système est fonctionnel.

Concernant le désenfumage, le rapport de vérification du 17/11/2023 a été transmis. Ce rapport fait l'objet d'observations concernant des défaillances déjà signalées. **L'exploitant justifie de la correction des défaillances signalées dans ce rapport et envoi le rapport de contrôle de 2024.**

Lors de la visite du site, les commande de désenfumage au niveau des stocks de papiers sont bien présentes et accessibles au niveau des entrées du bâtiment, elles n'ont pas été testées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à ce que les moyens de lutte contre l'incendie soient en permanence accessibles.

L'exploitant justifie de la correction des défaillances du système de désenfumage relevées dans le rapport de 2023 et transmet le rapport de contrôle pour l'année 2024

L'exploitant précise les débits mesurés sur les poteaux incendie, notamment au regard des éléments précisés au constat n°13 ci-après.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie - Récolement Inspection 2022

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- un système de détection incendie et d'alarme incendie judicieusement répartis. Le type de détecteur doit être déterminé en fonction des produits ou matériaux concernés,
- des robinets d'incendie armés bien visibles et situés à côté des issues,
- des extincteurs judicieusement répartis dans l'ensemble des bâtiments en nombre et en qualité adaptés aux feux à combattre,

- En cas d'incendie, les services de secours devront disposer d'un poteau incendie capable de délivrer 60m³/ h pendant deux heures et d'une réserve en eau de 360 m³ (180 m³ pendant deux heures) pouvant être constituée par l'étang le plus proche.

Constats :

Le rapport d'inspection de 2022 indiquait que le site ne disposait pas d'accès à l'étang pouvant constituer une réserve d'eau de 360 m³ en cas d'incendie mais que le plan ETARE du site mentionnait 4 poteaux incendie (PI) implantés à la périphérie du site et un cinquième est situé à proximité du bâtiment HLM. Les débits d'eau de ces poteaux avaient été demandés à l'exploitant.

Lors de la visite, l'exploitant indique que les débits des poteaux incendie a été vérifié en 2022 et en 2023 et que les débits sont conformes aux prescriptions. L'exploitant précise par ailleurs que la réserve constituée par l'étang n'a jamais été sous convention d'utilisation.

Le rapport de la SAUR a été communiqué (cf. constat n° 12) et indique que les débits normalisés sont respectés, sans toutefois préciser la valeur mesurée de ces débits.

En l'état de ces informations, **l'exploitant doit justifier que les PI supplémentaires à celui mentionné dans l'arrêté préfectoral sus-visé couvrent bien les prescriptions, en compensant l'absence de réserve d'eau de 360 m³ (soit 180 m³/h pendant 2h).**

Le niveau de la cuve de sprinklage est sous alarme, les alarmes sont remontées sur le tableau des alarmes. Des essais sont réalisés hebdomadairement sur le sprinklage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie que les moyens de lutte contre l'incendie à sa disposition répondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral sus-visé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Obturateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie

Prescription contrôlée :

[...] Le réseau d'eau pluviale sera équipé d'obturateurs permettant de créer une rétention de 255 m³ destinée à recevoir les eaux d'extinction en cas d'accident.

Les obturateurs doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Constats :

Les obturateurs sont vérifiés régulièrement (1 à 2 fois par an). Ces vérifications ne sont pas tracées par l'exploitant. La vérification fait apparaître que certains obturateurs doivent être changés pour des défauts de structure (revêtement craquelé). **L'exploitant doit mettre en place une formalisation des vérifications et remplacer les obturateurs abîmés.**

Il n'y a pas de procédure de mise en place des obturateurs, une liste du personnel formé à la mise en œuvre des obturateurs à jour de mai 2024 a été transmise. L'exploitant indique que lors de l'incendie de 2014, les obturateurs avaient bien été mis en place avant l'intervention des pompiers. **L'exploitant doit malgré tout, rédiger et afficher une procédure de mise en place des obturateurs.**

| |
|--|
| Lors de la visite, l'obturateur à côté de la cuve d'effluents liquides a été vu. Il s'agit d'une « bouée » à insérer dans au niveau de la bouche d'égout repérée par un rond orange sur la zone. L'exploitant (le Responsable des services Entretien Sécurité Environnement) connaît la procédure pour le mettre en place. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant formalise des enregistrements de vérification des obturateurs et remplace les obturateurs abîmés. L'exploitant rédige et affiche des consignes de mise en œuvre des obturateurs. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |